



La situation économique et financière de l'Autriche en mars 2014

Les données conjoncturelles de l'économie autrichienne en mars 2014 laissent augurer une accélération modérée de la croissance : la banque nationale (OeNB) a en effet estimé que le PIB s'est inscrit en hausse de 0,4 à 0,5 % au cours du premier trimestre de cette année. Cette hausse, couplée à une inflation revenue à 1,5 % en rythme annuel à la fin du mois, n'a pas empêché le nombre de demandeurs d'emplois d'atteindre un niveau record. Selon les statistiques harmonisées au niveau européen (chiffres EUROSTAT) le taux de chômage est toutefois resté stable à 4,8 %. Enfin, le déficit public 2013 aurait finalement été limité à 1,5 % du PIB, notamment grâce à des cessions avantageuses, pour plus de 2 Mrd EUR, des licences de téléphonie mobile et à des rentrées fiscales plus importantes qu'anticipées. Dans une vision plus prospective, les deux grands instituts de conjoncture autrichiens, le WIFO (Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung) et l'IHS (Institut für Höhere Studien) ont tenu leur conférence de presse trimestrielle conjointe le 27 mars dernier. Les deux institutions soulignent que la reprise graduelle de l'économie reste mesurée en raison des politiques d'ajustement en cours dans de nombreux pays de l'Union européenne. La croissance devrait atteindre 1,7 % tant en 2014 qu'en 2015. Cette croissance serait à nouveau tirée par les exportations, en hausses respectives de 5,5 % et de 6,5 % pendant les deux années sous revue. La consommation intérieure resterait atone, en progression de seulement 0,8 % en 2014 et 1 % en 2015. L'évolution du PIB ne permettrait pas de faire diminuer le chômage qui pourrait dépasser légèrement le seuil de 5 % dès cette année tandis que l'inflation resterait contenue légèrement en deçà de 2 %, un niveau toutefois plus important que dans la plupart des pays de la zone euro.

La résolution de HAA a constitué le gros dossier financier du mois de mars. Lors d'une conférence de presse tenue le 14 courant, le ministre des Finances, le vice-chancelier Spindelegger (parti conservateur ÖVP), a annoncé la décision finale du gouvernement et a, de fait, confirmé les premiers arbitrages pris à l'issue d'une réunion de crise le 10 février dernier : la banque perdra sa licence et une structure de défaillance portera les actifs compromis de HAA. Le pourtour de cette structure, qui devrait prendre la forme d'une société à responsabilité limitée sans garantie de l'Etat, représentera 17,8 Mrd EUR. L'actuelle holding financière sera chargée exclusivement de vendre les cinq filiales des Balkans. En termes de coûts pour le contribuable, une somme de 0,7 Mrd EUR a dû être versée pour permettre à l'établissement de clôturer son exercice 2013 en respectant les ratios de solvabilité. S'agissant de l'avenir, un nouvel apport public de 1,5 Mrd EUR au minimum sera nécessaire avant la mise en place de la structure de défaillance. L'opération va ainsi pousser le déficit budgétaire 2014 à plus de 3 % du PIB et la dette publique devrait atteindre 0,80 % du PIB. Le nouveau président du conseil de surveillance, M. Walter, doit s'atteler également au règlement de la question du dépôt de 2,3 Mrd EUR de la Bayerische Landesbank, sous fond de procédures judiciaires. Le parlement sera saisi d'un projet de loi concomitamment à la présentation du projet de budget, le 29 avril prochain en principe.

Le secteur bancaire autrichien risque par ailleurs d'être affecté par la crise ukrainienne. La totalité de l'exposition des banques autrichiennes en Russie s'élèverait à 39 Mrd EUR selon la banque centrale. Deux grandes banques, Bank Austria, filiale de l'italien Unicredit et Raiffeisen Bank International (RBI), sont particulièrement exposées tant en Ukraine qu'en Russie. Les encours sur la Russie s'élèvent à 12, Mrd EUR pour Bank Austria et 10,2 Mrd EUR pour RBI qui réalise 40 % de son produit net bancaire dans ce pays. RBI a également des engagements à hauteur de 4,5 Mrd EUR en Ukraine. Bank Austria a passé une provision exceptionnelle dans le cadre du nettoyage de bilan opéré par la société mère Unicredit. S'agissant de RBI, sa situation est plus contrastée. A la suite d'une augmentation réussie de capital en début d'année, cet établissement avait annoncé le remboursement imminent de 1,75 Mrd EUR de capital participatif reçu par l'Etat. Cependant, cette opération, longtemps appelée de ses vœux par la banque centrale, se heurte désormais à l'opposition de cette dernière et de l'autorité de surveillance des marchés en raison de l'exposition de la banque en Ukraine et en Russie.